

Manifestation nationale pour la Palestine Samedi 29 novembre à 11 h Place Saint-Roch à Mont-de-Marsan

suivant l'appel national à manifester à Paris et dans toute la France en soutien du peuple palestinien qui ne saurait être exclu d'un futur plan de paix qui reste à bâtir.

Après des prises de parole, une marche est organisée dans les rues de la ville.

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 30€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2530 – Jeudi 27 novembre 2025

107^e Congrès des maires

Entre guerre aux communes et guerre tout court, l'État au service de l'affaiblissement de la République

Alors que s'achève le 107^e Congrès des maires, le PCF dénonce avec la plus grande fermeté les propos scandaleux et dangereux tenus lors de son ouverture par le Chef d'Etat-major des Armées (CEMA), le général Fabien Mandon.

Cette adresse, problématique dans sa forme et son contenu, du plus haut gradé des Armées françaises aux maires de France, illustre le niveau de l'offensive idéologique déployée pour justifier les investissements colossaux mobilisés par la France pour participer, elle aussi, à la course aux armements relancée par les Etats-Unis de Donald Trump et préparer les esprits à une guerre contre la Russie.

Dans un discours à la tonalité martiale, le CEMA a exhorté les Français.es à « accepter de perdre nos enfants » et tenté d'associer les maires à « sa vision », leur demandant d'être « les bases arrières de ses armées » et les appelant à relayer ses messages auprès de la population.

Il est urgent que le Président de la République rappelle à l'ordre le CEMA ou clarifie à quel titre et avec quel mandat celui-ci s'est exprimé bien au-delà du « devoir de réserve » auquel tous les militaires sont astreints.

La multiplication des discours guerriers au plus haut sommet de l'État, présentant un conflit de la France avec la Russie comme inéluctable, entraîne notre pays dans une voie dangereuse et ne règle en rien les questions bien réelles de sécurité collective sur le continent européen. Au contraire, elle aggrave les tensions du monde et affaiblit plus spécifiquement toutes perspectives de règlement pacifique du conflit en Ukraine.

A l'opposé de cette fuite en avant guerrière qui appelle à une réaction forte de l'ensemble de la société française, le PCF demande au président de la République de prendre enfin une initiative diplomatique de paix sur la base de la souveraineté et de la neutralité de l'Ukraine, et de la sécurité collective en Europe.

Le Budget pour l'année 2026 présenté par le Gouvernement,

en proposant d'abonder de 7 milliards d'euros supplémentaires le budget de nos Armées (qui devrait doubler en 10 ans, passant de 32 à 64 milliards d'euros) et de ponctionner 7 nouveaux milliards sur le budget de nos collectivités territoriales reflète les choix profonds opérés par le président de la République.

Privées de 82 milliards d'euros en 20 ans, les collectivités locales et à travers elles, les services publics locaux et la démocratie locale sont désormais menacées d'effondrement.

La République est bel et bien en danger mais la menace principale n'est pas celle pointée par monsieur Mandon.

Le PCF soutient fermement les appels lancés par l'Association des Maires de France à la mobilisation de tous les élu.es pour que s'exprime dans les 35 000 communes de notre pays la voie de la colère face au désengagement et aux mensonges de l'État et oblige le Gouvernement à revoir sa copie budgétaire.

Les maires et les élu.es communistes continueront de défendre l'exigence de Paix et d'émancipation humaine partout sur le territoire et appellent les Françaises et les Français à se saisir de ces enjeux lors des prochaines élections municipales. ■



CINÉ-DISCUSSION

MARDI 9 DÉCEMBRE • Le Grand Club MdM
19h30 • Entrée : 6.50€ / -26 ans : 5.00€

Put Your Soul on Your Hand and Walk
Un film de Sepideh Farsi et Fatma Hassona

Partenaires :

Traduction du titre du film : « Mets ton âme sur ta main et marche »

Communes en danger, services publics menacés : en 2026, mobilisons-nous pour la solidarité !

Le Conseil National qui s'est réuni ce week-end en marge du grand meeting de Fabien Roussel à Marseille, a adopté une résolution en lien avec les élections municipales de 2026.

Il y a dans les communes de France une vitalité, une solidarité, une richesse sociale et humaine exceptionnelles. Avec les services publics de proximité, les politiques sociales et de solidarité, d'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique, les communes et les autres collectivités locales sont des lieux de résistance et de construction d'alternatives indispensables contre le délitement des liens sociaux dont souffrent les habitants et habitantes. Elles sont une protection indispensable et des lieux où peut se décliner l'intervention démocratique de toutes et tous au service du bien commun. C'est pour cela que la mise sous tutelle et l'abandon que les collectivités locales subissent de la part de l'État est à ce point insupportable et néfaste. Avec l'ensemble des élu·es communistes et apparentés nous dénonçons ces attaques injustes et dangereuses pour la population notamment les plus fragiles de nos concitoyen·nes, et nous portons des projets municipaux et intercommunaux répondant aux besoins des habitantes et des habitants. A l'heure où « un grand acte de décentralisation » est avancé, nous affirmons que toute nouvelle étape de décentralisation doit se faire dans le respect des principes d'unité et d'indivisibilité de la République, qui est la condition de l'égal accès de chacune et chacun aux mêmes droits sur l'ensemble du territoire, dans la cohérence entre missions et moyens, et non porter la mise en concurrence et conduire à l'accentuation des inégalités sociales et territoriales.

L'austérité : un hold-up sur nos vies !

Sébastien Lecornu et Emmanuel Macron, aidés par les droites et l'extrême droite, aggravent l'austérité vécue par des millions de salarié·es, de retraité·es, de privé·es d'emplois. L'inacceptable budget 2026 prévoit 8 milliards d'euros pris aux collectivités après les 5 milliards de 2025, ce qui continuerait d'affaiblir considérablement leur capacité d'intervention. C'est un hold-up sur nos vies quotidiennes.

En 20 ans, le désengagement de l'État au détriment des populations représente 82 milliards d'euros pris essentiellement aux communes sur tout le territoire national. Cette asphyxie financière des communes menace la vie de nos concitoyen·nes, de la petite enfance au grand âge, rend la vie toujours plus chère et met à mal la santé, la sécurité, les transports, le logement, la transition écologique, la culture.

C'est d'autant plus inacceptable qu'en parallèle de cette cure d'austérité, des milliards sont budgétisés pour la course à la guerre et les profits des marchands d'armes. Nous réitérons notre dénonciation, avec la plus grande fermeté, des propos inacceptables tenus en ouverture du 107^e Congrès des Maires par le Chef d'État-Major des Armées.

Au Sénat, à l'Assemblée, dans les régions et départements, métropoles et intercommunalités, dans les municipalités, les élu·es communistes sont partout engagé·es contre ces politiques austéritaires.



Nous avons combattu les effets désastreux de la restriction des moyens des collectivités et de la remise en cause de la libre administration des communes, piliers de la décentralisation. La suppression de la taxe professionnelle, la réduction d'aides à la construction de logements sociaux, la pénurie générale de moyens ont fragilisé l'action solidaire et écologique des communes. Au regard du désengagement de l'État,

l'arrivée de l'hiver montre dans toute sa cruauté les dimensions de la pauvreté dans notre pays. Les maires communistes par des actions de solidarité alimentaire et d'accueil sont en première ligne pour protéger, aider, soutenir, soigner et sauver des vies.

L'argent existe pour redonner des moyens aux communes

Ce n'est pas en asphyxiant encore plus les communes que l'État trouvera l'argent dont il s'est privé à force de consacrer l'essentiel de ses ressources à soutenir la rentabilité des grands groupes capitalistes et de financer la dérive militariste au service unique des intérêts de l'OTAN et de l'impérialisme états-unien de ses dirigeants actuels. Les collectivités territoriales assurent 70 % de l'investissement public, leur dette ne représente que 8 % de la dette publique.

Droites et extrême droite ont fait le choix du capital et des plus fortunés, empêchant ainsi la réponse aux besoins du pays. Alors que le patrimoine des plus grandes fortunes a doublé sous les quinquennats d'Emmanuel Macron, atteignant 1200 milliards d'euros, nous l'affirmons : l'argent existe ! La taxe Zucman aurait pu rapporter plusieurs milliards d'euros par an. Les dividendes versés aux actionnaires du CAC 40 - 73 milliards d'euros en 2024 - doivent être taxés. Un contrôle et des critères pour l'utilisation des 211 milliards d'aides publiques aux entreprises (un montant deux fois supérieur aux dotations aux communes) rapporterait également plusieurs dizaines de milliards d'euros.

L'argent doit cesser d'aller aux actionnaires et aux marchés financiers ! Il doit aller aux services publics, à l'emploi, aux salaires, à la formation, à la recherche.

L'État doit redonner des moyens budgétaires aux communes pour leur permettre de répondre aux besoins des habitant·es. Une mise à contribution du stock de capital financier et matériel des entreprises devrait être au cœur d'une nécessaire refonte de la fiscalité locale, redonnant des marges d'action aux collectivités, au lieu qu'elles dépendent des reversements de TVA, impôt le plus injuste, qui doit baisser sur les consommations populaires, tandis qu'une réforme de la fiscalité locale contribuera à la justice fiscale.

C'est en revitalisant l'emploi et la création de richesses dans les territoires que nous reconstituerons la capacité des communes et des autres collectivités territoriales à collecter les ressources fiscales finançant les services publics dont la population a besoin. La création de conseils économiques, sociaux et environnementaux locaux concrétisera la participation de la population, des

acteurs économiques et sociaux à la définition, à la mise en œuvre et au contrôle de ces nouvelles orientations.

Pour faire face, tout de suite, aux dépenses immédiates qu'elles nécessitent, les collectivités territoriales doivent avoir accès à un fonds d'avances pour les services publics – 100 milliards dès 2026 – financé par la Caisse des dépôts et consignations en faisant appel, comme elle en a la possibilité, à la création monétaire de la BCE.

Avec Fabien Roussel, maires et élu·es communistes nous appelons à la mobilisation la plus large et nous serons aux côtés de toutes les mobilisations d'élus·es, de syndicats, d'associations citoyennes contre les choix budgétaires actuels.

Contre la droite et l'extrême droite, l'innovation communiste pour nos communes

Dans chaque commune, entre l'austérité qui étouffe et les solidarités qui libèrent, nous appelons nos concitoyen·nes à choisir la voix des élu·es communistes pour refuser le désespoir d'une société libérale qui abandonne et pour innover afin de répondre aux besoins. Pionnières de l'égalité par le droit à la culture, aux loisirs et aux vacances pour chaque habitante et habitant, les municipalités communistes continuent d'agir aujourd'hui pour bâtir des villages et des villes où chacun·e peut vivre dignement.

Avec des politiques audacieuses, nous faisons des services publics, de la solidarité, de l'émancipation humaine et de la démocratie un véritable projet de société. Solidarité entre les générations, entre habitant·es quelles que soient leurs origines, entre grandes villes et villages ruraux, solidarité internationale enfin avec les peuples en lutte pour leur liberté comme le peuple palestinien. Dans un contexte politique de crises et de guerres, nos élu·es et candidat·es agissent pour la sécurité collective et la paix.

Nous sommes en première ligne face à l'extrême droite qui sème la division parmi nos concitoyen·nes et dans les communes alors que tout doit être mis en œuvre pour vivre ensemble, libres, égaux, dans la fraternité. C'est le sens de notre engagement au plus près des habitant·es, dans chaque village, chaque ville, comme dans les métropoles, nous avons su rassembler celles et ceux qui souhaitent travailler ensemble avec des projets de solidarité.

Face à la menace de la droite et de l'extrême droite, et pour répondre aux attentes populaires, nous avons depuis des mois œuvré au rassemblement des partis de gauche et écologistes pour porter ensemble des projets, conserver le plus grand nombre de villes de gauche et permettre des victoires face aux maires de droite ou de droite extrême. À la veille des élections présidentielle et législatives de 2027, les élections municipales de 2026 sont importantes pour ancrer le débat politique au cœur des préoccupations des Français·es et pour permettre de redonner confiance dans l'action politique.

L'élection municipale est un grand moment démocratique qui voit des centaines de milliers de femmes et d'hommes se confronter à des choix concrets pour leurs villes.

Partout dans le pays, au travers de plus de 200 propositions, comme nous le portons dans le document « Contributions des communistes aux projets municipaux des villages et villes pour 2026 », nous proposons d'agir pour mettre en œuvre :

- ◆ la démocratie participative
- ◆ l'égalité femmes-hommes
- ◆ la culture de paix
- ◆ la construction de logements, en particulier de logement sociaux
- ◆ la santé publique, la lutte contre les déserts médicaux avec l'installation de centres de santé publics
- ◆ la sécurité, la police de proximité, la présence de commissariats et de services de prévention et de justice
- ◆ la gratuité des transports
- ◆ la gestion publique de l'eau et des déchets
- ◆ les politiques de solidarité pour l'accès aux vacances, au sport, à la culture
- ◆ l'action pour la petite enfance et la protection de l'enfance
- ◆ l'éducation primaire progressiste, laïque et gratuite
- ◆ la tarification solidaire des services, des cantines
- ◆ le soutien à la culture
- ◆ le combat contre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations.

Plus d'élus·es et de maires communistes et une intervention populaire durable pour porter des avancées, c'est une gauche plus forte, à l'offensive pour défendre la commune et les services publics.

Construire partout les rassemblements pour gagner !

À quatre mois du premier tour, dans beaucoup de villes et villages nous sommes d'ores et déjà rassemblé·es et en campagne. Dans les autres communes, nous tendons la main à toutes celles et ceux qui veulent construire avec nous les rassemblements qui permettront de l'emporter.

Nous appelons à poursuivre ce travail engagé par le PCF depuis des mois, pour que dans toutes les villes, tous les villages, des femmes et des hommes fassent le pas de s'engager avec nous pour un rassemblement municipal qui porte la solidarité, la justice sociale, la tolérance.

En 2026, ensemble, faisons des élections municipales un moment de mobilisation populaire pour de nouvelles avancées sociales, écologiques, démocratiques et pour l'égalité des territoires ! ■

La section PCF de Mont-de-Marsan organise une soirée « CINÉ-DÉBAT » le vendredi 19 décembre à 18 h 30 au siège de la Fédération des Landes du PCF 7 rue Frédéric Bastiat à Mont-de-Marsan sur le thème

QUEL AVENIR POUR LA PROTECTION SOCIALE ?



Tarnos

Humanité, partage, fraternité



Plus d'une centaine de camarades et amis se sont retrouvés ce samedi 22 octobre, salle Maurice Thorez à Tarnos.

Une belle journée d'amitié et de fraternité.

Un bon moment d'échanges et l'occasion de revenir sur l'exceptionnelle Fête de l'Humanité 2025. Un record de participation, plus de 600.000 visiteurs, et une formidable fréquentation et présence au stand de l'Auberge Landaise.

Un succès renouvelé depuis près de 40 ans grâce à l'apport et la participation militants. Les petites mains, comme on les appelle, sont la force essentielle de cette réussite.

À l'heure où le collectif pour bon nombre se trouve reléguer au second plan, preuve est faite que c'est là où il faut puiser des ressources pour gagner au succès de cette présence landaise aux fêtes de l'Humanité qui se succèdent d'année en année.

Aussi, il fut bon de se retrouver pour cette journée, les sourires, les accolades, les gestes d'amitié n'étaient finalement qu'un signe de bonheur de moments vécus collectivement avant, pendant et après la fête.

Moment renforcé par le partage culturel et gustatif de cette journée bien orchestrée et cuisinée par les camarades et amis du Seignanx.

Un grand et très grand merci à elles et eux.

Et déjà les regards et les esprits se sont tournés vers 2026.

2026 sera le 40ième anniversaire de la présence de l'Auberge Landaise à la Fête de l'Huma.

L'occasion peut-être d'organiser un « pèlerinage » pour cette édition 2026. « Pèlerinage » sous forme de voyage organisé afin de faire vivre encore et toujours ces moments de construction collective et de fraternité.

Moments qui rassemblent jeunes et moins jeunes et la diversité de ce qui caractérise notre idéal communiste. Un idéal fait de commun.

Rendez-vous

est pris au mois de septembre 2026 au Plessis-Pâté et tout au long de l'année pour les préparatifs.

Un grand merci pour cet engagement militant. ■



Alain BACHÉ
Secrétaire départemental du PCF

Gnacs et Chacailles

MEHDI BEN BARKA

Et s'il était à refaire/ Je referais ce chemin/ Une voix monte des fers/ Et parle des lendemains... Extrait de «Ballade de celui qui chanta dans les supplices» poème de 1944 par Louis Aragon (1897-1982). Dans la lugubre histoire des dominations capitalistes et colonialistes, les assassinats politiques ont fauché bien des militantes et militants. Soixante ans après la disparition de Mehdi Ben Barka (1920-1965) dont le corps n'a jamais été retrouvé, le secret-défense empêche toujours la manifestation de la vérité, tout comme il couvre encore de sa chape de plomb les assassinats du communiste Henri Curiel en 1978 ou celui de Dulcie September représentante en France de l'ANC sud-africaine en 1988, pour ne citer que ceux-là. Les enquêtes sont entravées par les intérêts enchevêtrés de pouvoirs criminels invoquant la raison d'État pour tenter de passer sous silence l'élimination physique d'opposants au désordre établi. Mehdi Ben Barka n'incarnait pas seulement l'alternative au régime féodal et sanguinaire de Hassan II (1929-1999). Il fut de ceux qui ont débarrassé la moitié de l'humanité du joug colonial, l'un des visages de l'élan de libération des peuples du Sud, le bâtisseur d'un monde neuf. De 1956 à 1959, Mehdi Ben Barka est président de l'Assemblée consultative du Maroc. Il initie de nombreuses mobilisations populaires visant à améliorer les infrastructures et à lutter pour l'alphabétisation de la population marocaine. Au gouvernement, des ministres qui lui sont proches, comme Abderrahim Bouabid (1923-1992, ministre de l'Économie, puis de l'Agriculture et vice-président du Conseil en 1958), tentent de mettre en place une planification de l'économie et défendent une réforme agraire. Pour Ben Barka, *«il ne s'agit pas pour nous de faire cesser seulement l'exploitation de la période du protectorat, mais aussi l'exploitation qui a pu exister de l'homme marocain par l'homme marocain»*. Ces projets se heurtent à l'hostilité des grands propriétaires terriens et de l'aile droite du parti Istiqlal (parti indépendantiste marocain), ce qui incite Ben Barka à impulser en novembre 1959 la création de l'Union nationale des forces populaires (UNFP) avec l'aile gauche de son ancien parti. Le nouveau parti revendique notamment le départ des forces étrangères (des troupes françaises sont toujours présentes en territoire marocain avec l'accord du roi), une réforme agraire en faveur des petits paysans et le soutien à l'insurrection algérienne. Le futur Hassan II, ambitieux et aspirant à succéder au plus vite à son père Mohammed V (1909-1961), presse ce dernier de renverser le gouvernement d'Abdallah Ibrahim (1918-2005) et de s'octroyer les pleins pouvoirs. Le régime royal se rapproche dès lors de De Gaulle (président de la République française), supprime le projet de réforme agraire et commence à réprimer les militants de l'UNFP, aussi Mehdi Ben Barka choisit-il de s'exiler à Paris. Né en janvier 1920 à Rabat, il était un fils du peuple d'une intelligence étincelante, d'une énergie inépuisable, une vraie figure tiers-mondiste, opposant au roi du Maroc. Par le rapt de Mehdi Ben Barka en plein Paris le 29 octobre 1965, c'est une cause qui fut visée. *«Ce mort aura la vie longue, ce mort aura le dernier mot»*, prédisait en 1966 l'historien Daniel Guérin (1904-1988). Demander des comptes sur ce crime d'État est une exigence morale en même temps qu'un devoir politique. Les tutelles néocoloniales sont destinées à mettre le monde en coupe réglée au profit de quelques puissances décidées à défendre à tout prix leur hégémonie. Les ennemis des peuples soun aqui (les ennemis des peuples sont là). ■

Roger La Mougne